

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE Trieux ,R B V , Nantes, PTT , lettres de camarades	p I
REPONSE DU CAPITALISME AUX LUTTES	p 4
Notes sur les syndicats	p 6
INUTILITE DU SYNDICALISME	p 7
Notes sur le capitalisme	p 10
DABS LE MONDE : Grande Bretagne	p 11
LETTRES D'ALGERIE	p 12
EN MARGE DU CONGRES DE FORCE OUVRIERE	p 15

LE NUMÉRO

0,50

mensuel

Numéro 25

Janvier 1964

les travailleurs en France

Après 79 jours de grève au fond de la mine

250 mineurs de fer de Trioux (Meurthe-et-Moselle) ont arrêté leur grève. Pendant tout ce temps, les délégués syndicaux ont discuté avec le patronat par l'intermédiaire des représentants du gouvernement. La grève avait débuté lorsque la direction de la mine avait décidé de licencier 258 mineurs. Ils ont décidé la reprise (par 215 voix contre 145) sur les propositions patronales suivantes:

- suspension provisoire des licenciements
- stage de formation professionnelle pour le reclassement des licenciés (car les licenciements auront lieu) dans la sidérurgie.
- statut de mineur garanti pendant la durée du stage.
- ouverture de discussions entre syndicats, autorités et patronat (il n'est pas dit sur quoi) mais sans doute sur la manière de continuer les fermetures des mines de fer.

(nous reviendrons dans le prochain IOO sur le sens de cette lutte dans les transformations de la société capitaliste).

R.B.V. (métallurgie) - Paris - licencié 220 ouvriers:

qui s'étaient solidarisés avec un ouvrier licencié.

Cette entreprise comprend deux ateliers: mécanique générale et outillage coupant. Un ouvrier de la mécanique ayant, dit la direction, mal exécuté ses pièces, fut licencié. Aussitôt les 20 ouvriers de l'atelier débraient; puis 150 de l'outillage débraient à leur tour.

La direction licenciée pour "faute lourde", et "grève illicite", tous les grévistes, c'est-à-dire la quasi totalité de son personnel.

Ceci se passait le 22 novembre. C'en est toujours là le 1^o janvier. Les syndicats se contentent de "faire des démarches" pour faire annuler les licenciements et de faire la quête pour la solidarité.

Les ouvriers se contentent d'attendre de "leurs" syndicats la solution de ce conflit touchant à l'autorité du patron dans l'entreprise.

Transports urbains de Nantes:

en grève depuis 26 jours pour une augmentation mensuelle uniforme de 50 francs, laissent briser leur mouvement par des transports militaires de remplacement. Sous la conduite des syndicats, la solidarité des autres travailleurs nantais s'est exprimée par le meeting et la motion bien traditionnels.

Ateliers de la Belle Jardinière, à Flines-les-Raches (Nord)

Encore un conflit qui touche au problème de l'autorité dans l'entreprise. 250 ouvriers - une militante CGT demande 15 jours de congé, pour raisons syndicales - Refus de la direction - L'ouvrière passe outre, mais à son retour est licenciée pour "faute professionnelle grave".

Refus du licenciement par le Comité d'Entreprise et l'Inspecteur du Travail - la direction est près de céder; l'ouvrière se présente au travail. Les cadres (8) de l'atelier se mettent en grève en invoquant "l'impossibilité où ils se trouvaient

d'exercer leur tâche, leur autorité étant bafouée ".

La direction ferma alors l'usine.

Aucune information n'a été donnée sur la suite des pourparlers entrepris à ce moment. Pourtant, il aurait été intéressant de savoir qui avait eu le dernier mot, du syndicat, de la direction ou des cadres.

La Céramique française (usine de Montmorency)

Extrait du Bulletin du Comité Intersyndical FO du bâtiment:

" En accord avec le personnel, les délégués établirent le cahier des revendications pour ... réduction de l'horaire de travail (les cuiseurs pratiquaient 84 heures par semaine)

"... cette rencontre des délégués et du patron ne fut pas absolument négative... l'horaire de travail scandaleux des cuiseurs est réduit de 12 heures par semaine sans diminution de salaire " (c'est-à-dire qu'il en reste 72).

FO ajoute: " la saison prochaine permettra ... le retour à une condition plus humaine ".

Un campagne proteste (lettre d'un camarade de l'Yonne):

" Dans le numéro d'ICO de décembre 1963, page 2, il y a un article sur lequel je ne suis pas d'accord du tout; il est écrit ceci: " pas de chômage- pas de diminution du niveau de vie, les salaires dans la plupart des activités sont adaptés pratiquement sans luttes ".

" Allons, allons, celui qui a écrit cet article, ça ne doit pas tourner rond dans sa petite tête ou alors c'est un réactionnaire. Il y a du chômage. Pour les salaires tout le monde sait (même le gouvernement) qu'ils sont très loin du niveau du coût de la vie; quant aux luttes pour obtenir une petite augmentation, il y a les grèves partout qui prouvent qu'il faut lutter sans cesse.

" Il y aurait encore beaucoup à dire, mais il faudrait beaucoup de place. Je ne sais si l'auteur de cet article est syndiqué, en tout cas il n'en est pas digne, ou alors, il a une situation privilégiée."

Nous aurons l'occasion dans le prochain ICO d'aborder cette question: salaires-prix-niveau de vie, et d'ouvrir un débat qui permette de situer les positions contradictoires des camarades.

P.T.T. d'un camarade de Paris:

Un tract CGT du 14 novembre fait état d'un communiqué commun des fédérations de fonctionnaires CGT- FO et FEN (éducation nationale) qui "se déclarent décidées dès maintenant à engager toute action nécessaire au moment jugé opportun par l'ensemble des fonctionnaires ces actions pouvant marquer le départ d'un conflit sans merci ". (sic).

Ceci cadre avec le projet de la CGT, dont le même tract cite la déclaration de la commission administrative sur:

"la nécessité de poursuivre l'action... à partir des bases revendicatives essentielles... et de faire converger les différentes actions vers un but unique à savoir: faire échec à la politique anti-sociale du pouvoir gaulliste et du patronat".

Autrement dit, les syndicats CGT et FO commencent à poser les jalons d'une lutte politique (en vue d'élections, c'est cela "le moment jugé opportun"), en faisant durer les luttes revendicatives.

C'est pour cela que dans le même tract la CFTC qui poursuit un autre jeu, est accusée " par des germes de division d'alimenter la résistance patronale et gouvernementale", par des "tentatives faites par la CFTC, sans consultations préalables

"des autres organisations, de pousser vers un mouvement d'ensemble, sans tenir compte des inégalités qui subsistent d'un secteur à l'autre."

Le crime pour la CGT, c'est de ne pas consulter les autres organisations; les travailleurs n'ont évidemment rien à voir dans tout cela.

La CFTC en tient pour 48 heures de grève au minimum, la CGT pour une journée d'action unitaire (sic). Car c'est ainsi que les choses se passent toujours: en fonction de leurs objectifs propres de syndicats (que l'on devine mais qui ne sont jamais clairement formulés), les syndicats définissent leur tactique propre et ensuite discutent entre eux s'ils peuvent accorder leurs violons; si cela n'est pas possible, compte tenu des nécessités de l'organisation, ils lancent seuls leurs mots d'ordre, même si cela ne représente rien pour les travailleurs.

Quant à la journée d'action CGT déclenchée le 13 décembre "après consultation des autres centrales" (et sans leur accord) un tract diffusé en province, appelait à des "actions unitaires". A Paris, absolument rien ne s'est passé: la CGT tout en lançant des mots d'ordre nationaux, ne les concrétise que là où un mouvement a une chance en raison de sa situation favorable (cadres CGT) ou de revendications particulières (centres de tri de province demandant la parité avec Paris).

P.T.T. (d'un camarade de Montpellier):

qui dans une lettre parle à la fois de l'atmosphère dans les P.T.T. et des suites de la manifestation de viticulteurs.

"...j'ai trouvé ici une mentalité abominable, bourgeoise, égoïste, des gars qui en tant que fonctionnaires se considèrent comme l'élite du pays, les intellectuels intouchables et tout puissants dont les instituteurs sont ici l'échantillon le plus sclérosé.

" Pas de notion de classe, pas la conscience d'être exploité, d'être le jouet d'une administration. De plus, pour arranger la situation, Montpellier centralisateur dépend de Montpellier RP dont le patron est un receveur, ancien administrateur de la Centrale, déporté à Montpellier parce qu'il était CGT. Ainsi à Montpellier, la CGT joue le rôle que joue FO dans d'autres bureaux, le satellite du patron. C'est écoeurant. Il ne faut pas toucher à lui, c'est un chic type, etc... Cela préfigure une organisation qui serait communiste: marche ou crève, produit et ferme ta gueule, ou tu auras les honneurs des coups de matraque CGT. Ici, c'est le syndicat maison, pas de lutte, pas de grèves qui ne soient dictées et ordonnées par le patron. Un exemple, au cours des manifestations de vigneron, on a arrêté un postier, Pomaret, qui s'est trouvé d'ailleurs impliqué dans cette affaire parce qu'il fallait des otages et que la police n'a pas voulu provoquer des représailles en arrêtant des viticulteurs. Le gars a écopé deux mois de prison et son jugement en appel passe mardi en cour d'appel (j'ai suivi les séances au palais de justice et les P.V. des flics révèlent en effet des contradictions telles qu'il est impensable que ce soient les vrais coupables). Les gars ont fait 1/4 d'heure de grève sur l'initiative de la CGT. Tu parles d'un beau travail et d'une combativité. Je t'envoie le tract classique, l'appel commun traditionnel; les méthodes ne changent pas "

(le tract CGT-CFTC -unions locales de Montpellier pose:

24 heures après leur arrestation, le 12 novembre, II Montpelliérains ont été condamnés à des peines de prison ferme, après une parodie de justice..."et en réplique:- des arrêts de travail symboliques dans les PTT et les Hospitaliers

- la formation d'un Comité de Défense des Libertés formé de personnalités et appelle les travailleurs montpelliérains (à) affirmer leur solidarité par toutes les formes appropriées que vous déciderez sur le lieu de travail " -le mot d'ordre traditionnel quand on ne veut rien faire- et ceci, 15 jours après les arrestations de travailleurs et d'étudiants).

réponse du capitalisme aux luttes ouvrières

Dans le calme de cette fin d'année 1963, deux faits sont passés inaperçus des professionnels du mouvement ouvrier: l'un est la lutte "exemplaire" de 250 mineurs de fer de Trieux (Meurthe-et-Moselle) au fond de la mine condamnée pendant 80 jours, lutte pratiquement ignorée de tous; l'autre est la mise en place d'une des pièces maîtresse de la planification capitaliste et destinée précisément à éviter ces luttes- les seules véritables luttes de ces dernières années -le Fonds National de l'Emploi, qui associera les syndicats, le patronat et le gouvernement à la gestion, à l'échelon de l'état capitaliste de la force de travail.

Lisez attentivement cette déclaration de Capitant, député UNR et professeur de droit, lors de la séance du 28/II/63 de l'Assemblée Nationale qui, à l'unanimité, devait voter le texte instituant le Fonds National de l'Emploi. C'est un véritable programme:

" Il s'agit de donner plus de souplesse à notre économie et par là même de favoriser l'expansion... Il s'agit sur le plan social de prévenir les troubles... qui résultaient ... des mouvements de l'économie... désormais, les travailleurs... seront pris en charge par le Fonds qui les aidera à trouver une nouvelle profession... leur permettant de servir utilement la nation. Nous nous réjouissons qu'aujourd'hui ces idées... trouvent l'approbation des autres groupes qui jusqu'à présent s'enfermaient dans une opposition qu'à certains moments nous avons été tentés de croire systématique..."

(par nation, il faut évidemment comprendre "état capitaliste"; les "autres groupes" sont le PC et la SFIO d'une part, et tous les syndicats d'autre part qui ont les uns voté, les autres élaboré le texte de cette loi).

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE est en ÉVOLUTION CONSTANTE:

Au gré du progrès technique, de la mise en oeuvre de nouvelles sources d'énergie, de nouvelles sources d'approvisionnement, de l'apparition de nouveaux produits, des industries nouvelles naissent, d'autres disparaissent; des régions qualifiées autrefois de prospères du fait de leur position géographique ou de telle ou telle ressource deviennent ce que le capitalisme destructeur appelle généreusement "sous développés".

L'élément moteur de cette course perpétuelle qui transforme plus ou moins rapidement selon les époques les états ou les régions, la face du monde, c'est non seulement la nécessité de maintenir le taux de profit capitaliste (les capitaux se déplaçant constamment vers les techniques, les produits nouveaux, la main d'oeuvre nouvelle) mais beaucoup plus à travers le capital (qu'il soit propriété individuelle ou collective) de conserver la puissance, le pouvoir lié à l'appropriation et à la gestion du capital par et pour une classe dominante: la valeur de ce capital la puissance et le pouvoir qui résultent pour tous les dirigeants de l'entreprise à

ceux de l'état, tendent rapidement vers zéro si le capital n'est reporté sur les techniques et les produits nouveaux; la lutte entre firmes concurrentes, la lutte entre impérialismes, tiennent dans ces données; ceux-ci entraînent à leur suite tous les états du monde qui dépendent plus ou moins d'eux.

Selon les critères capitalistes, là où le capital ne vaut plus rien, les travailleurs ne valent plus rien; ils ne sont ni plus ni moins un élément de production et il n'y a pour eux aucune stabilité. Seul leur travail est leur vie et pourtant leur travail est constamment menacé de ne plus rien valoir, et ceci, indépendamment d'eux; plus la technique évolue rapidement, plus ils sont de perpétuels étudiants ou apprentis ou bien de perpétuels déracinés. On touche ici une contradiction importante du capitalisme: pour que les travailleurs "fassent bien" leur travail il faut qu'ils croient à la "valeur" (pas seulement pécuniaire) du travail, à la beauté de leur tâche (tout concourt à persuader que le travail c'est l'homme), mais en même temps, régulièrement, cette même société détruit totalement cette même valeur, impitoyablement. Cette société enferme l'homme dans le cadre étroit de son lopin de terre, de l'usine, de sa qualification, lui ôtant de bonne heure, toute vision à son universalité d'homme; mais régulièrement, en ayant fait une sorte d'infirmes enracinés dans des habitudes et des déformations professionnelles, elle voudrait, pour sa propre nécessité qu'il redevenne "libre" de tout, et "mobile" à sa volonté. Ainsi, la société fabrique des déclassés, qui perdent d'un coup non seulement leur salaire mais aussi tout ce qu'on leur avait fait croire être leur valeur, des déclassés qui ont conscience de leur déclassement et qui alors se battent pour ce qui a été souvent leur vie, toute leur vie.

De tous temps, en tous pays, les hommes, troupeaux de main d'oeuvre ont été ainsi forcés de se déplacer à la recherche d'un travail, d'une subsistance: les exemples ne sont pas seulement ceux du capitalisme à ses débuts, ce sont aussi ceux de la Russie, ou de nos propres pays aujourd'hui avec la main d'oeuvre étrangère ou l'exode rural: toutes les violences du capitalisme y figurent depuis celle de la misère jusqu'à celle de l'esclavage ou de la déportation. On pourrait écrire beaucoup sur cette question. Constatons seulement qu'en France, à l'époque moderne, ces mutations existent toujours à une grande échelle, et sont fort diversifiées: touchant les individus isolément (paysans, travailleurs étrangers, déclassement intérieurs à une entreprise) ou bien collectivement (fermetures d'usines, de mines, etc...) donnant l'attrait d'un salaire supérieur, d'une "promotion sociale" (apprentissage de la nouvelle technique travail en usine pour un paysan, emploi de bureau pour un ouvrier) ou au contraire d'un déclassement (total comme les mineurs, avec l'obligation de se déplacer, etc...) et d'une perte parfois importante de salaire. Ces déclassements collectifs par cessation d'activité d'une usine ou d'une région, obligeant les travailleurs soit à se déplacer, soit à une perte importante de salaire ont à leur actif un passé de misère tout au long des crises et sautes du capitalisme; on ne trouve pas beaucoup dans l'histoire du mouvement ouvrier, d'exemple de réactions collectives contre une des plus dures conséquences du capitalisme, celle qui réduit l'homme à un objet de production. De même il est bien difficile de mesurer les réactions individuelles à ces mutations et les conséquences pour le mouvement ouvrier.

Toujours est-il que les luttes les plus radicales et les plus importantes en France ces dernières années, ont été des résistances déclenchées par des fermetures d'usines ou réduction d'activités dans des régions qui se trouvaient durement touchées par ces fermetures, c'est-à-dire là où la lutte ouvrière se trouvait renforcée par un ensemble de conditions locales qui, à la fois, durcissait cette lutte, mais aussi l'isolait dans ses particularismes et la désolidarisait du reste du mouvement ouvrier. Pour comprendre tout ceci, il n'y a qu'à comparer la grève de Decazeville (1962- 64 jours de grève avec occupation de 900 mineurs) avec les 3000 licenciements chez Renault-Billancourt (novembre 1960 - sans autre chose qu'une brève et violente manifestation devant la Direction).

Nantes-St Nazaire (1955) Borinage (1959 et 1960-61) Fives-Lille (février 1959) Decazeville (Janv-fév.62) grève des mineurs (mars 63), mines de fer de Lorraine (octobre décembre 63 -grève de Trieux); à faire la liste des grèves ayant le même caractère, on fait en même temps celle des seules grèves importantes, les plus violentes et les plus radicales, mais aussi, localisées.

Quelles que soient les motivations personnelles des travailleurs, ou les raisons que l'on peut donner à de tels mouvements, il est certain qu'ils présentaient par leur détermination et leur dépassement des cadres légaux ou syndicaux dans lesquels ils étaient enfermés au départ, un caractère révolutionnaire. Mais, ils n'en menaçaient pas pour autant le capitalisme en France.

Pour terminer ces mouvements, il a suffi de faire jouer l'appareil d'encadrement syndical et de laisser pourrir tout en le détournant sur des objectifs locaux, politiques, ou économiques, de les enliser dans le marais des arbitrages et autres comités de "sages". A aucun moment, il n'y a eu de la part des travailleurs en lutte, la détermination d'étendre leur mouvement et d'en prendre la direction eux-mêmes; à aucun moment il n'y a eu d'extension même vers une solidarité active spontanée. Simplement une volonté obstinée de conserver le plus possible de l'acquis.

Mais cette obstination même, bien que "rétrograde" par ses objectifs mettait dangereusement le pouvoir et les organisations au pied du mur. Si les syndicats avaient été impuissants, le pouvoir aurait été contraint de recourir à la force (ce qu'il n'a d'ailleurs pas eu besoin de faire) ce qui acculerait les syndicats et les "partis ouvriers" à des options dont ils ne veulent pas. Si les syndicats jouaient leur rôle d'entremetteurs, et utilisaient cette lutte comme un atout pour leur propre pouvoir, ils entraient en conflit avec les travailleurs. C'est ce qui s'est passé à la fin de chacune de ces luttes, mais beaucoup plus dangereusement à la fin de la grève des mineurs.

(à suivre IOO- février 64)

ooooooo

notes

sur les syndicats

L'ETAT FORME SES DEFENSEURS:

Une somme de 90 millions d'anciens francs est mise à la disposition des syndicats CGC, FO, CFTC, au titre du commissariat général du plan, pour assurer l'information, et la formation économique des militants syndicaux, et notamment de ceux qui sont appelés à siéger dans les organismes du plan et dans les instances régionales.

H.Krasucki (secrétaire nationale CGT, membre du Conseil supérieur du Plan) réclame cette part de gâteau pour la CGT déclarant qu'il considère le fait de ne pas émarger aux fonds d'Etat comme "inadmissible et outrageant pour les syndiqués de la CGT" (lettre à Massé, commissaire général du Plan).

S'adressant aux syndicalistes de l'AFL-CIO (syndicat unique des USA) Johnson (successeur de Kennedy, milliardaire du Texas) a déclaré:

"Je suis le président, mais je ne peux rien faire sans le peuple. Vous représentez le peuple. J'ai besoin de vous et veux vous voir à mes côtés. Ce pays vous en sera reconnaissant, et je le serai également." (on ne saurait mieux parler).

D'un tract CFPC Renault (14 octobre 1963):

"Dialogue: (en venant à l'usine)

-Paul: dis donc tu as vu dans l'information CFPC l'écho sur les syndicats belges préconisant que seuls les syndiqués aient droit aux avantages obtenus par eux auprès des patrons.

-Jean: Oui- remarque que dans le fond, c'est eux qui ont raison on devrait tous être syndiqué et c'est un peu vrai que nous en profitons à bon compte, s'il n'y avait pas de syndicat, ça serait sûrement encore moins drôle. "

oooooooo

inutilité du syndicalisme

Dans le N° 22 d'ICO Octobre 63, nous avons publié la traduction d'un article paru dans "Tierra y Libertad", publication anarchiste de Mexico (en espagnol). L'auteur, Cano Ruiz est un militant cénestiste et anarchiste espagnol; c'est ce qui en faisait sa valeur à nos yeux en tant que contribution à la prise de conscience du rôle réel des syndicats dans des milieux traditionnellement attachés au syndicalisme (avec ou sans guillemets ou majuscules). Comme c'était inévitable, cet article a soulevé une levée de boucliers: pas de discussion sérieuse, mais des positions sentimentales, comme si l'auteur avait commis une profanation. Chacun jugera d'après les extraits que nous publions:

COMBAT SYNDICALISTE (24 octobre 1963 - de Severino Campos- CNT Française Paris):

"C'est oui, un tribut, comme tant d'autres à l'incohérence, au confusionnisme, à la négation, à la désintégration... Tierra y Libertad n'aurait pas dû publier cette fausse note si absurde...; elle nie carrément la trajectoire glorieuse qui a eu lieu en Espagne. Si Banafulla, Cardenal, Herrero, Urales, et d'autres vivaient, que diraient-ils sur "l'inutilité du syndicalisme"? Beaucoup commentent le fait et disent qu'une telle absence de responsabilité est incompréhensible. (après un résumé des activités de la CNTE -Confédération Nationale du travail espagnol- syndicat de tendance anarchiste qui joua un rôle important dans la révolution et la guerre d'Espagne) l'auteur déclare: " sans que palpite en moi le sentiment de l'idolâtrie, j'admire ce monument des titans de l'ouvriérisme, cet apport de sacrifice, cet élan de progrès et de justice, ce temple d'honneur dont l'anarcho-syndicalisme peut dire avec orgueil: c'est à moi "

ESPOIR (10 novembre 1963 - Severino Campos - CNT espagnole- Toulouse):

"que faire du syndicalisme? Où sont les garanties?..." L'organisation syndicale, fondée sur les aspirations libertaires, a une mission illimitée. La défense de la classe ouvrière est sa phase première. Essayant de minimiser le syndicat, ceux qui ont dit qu'il n'est que la défense économique d'une

"classe, ne manquent pas. Fait nullement établi. Ceux qui pensent ainsi sont des critiques d'esprit étroit. Jamais l'organisation syndicale ne fera obstacle aux finalités les plus élevées de la pensée anarchiste. Au contraire, cet organisme d'apparence matérialiste et de lutte de classe, est l'embryon de l'élan de toutes les disciplines culturelles et l'expression parfaite de la fraternité humaine".

RUTA (22 septembre 1963- José Consuegra- Fédération Ibérique des Jeunes Libertaires)

"Je dois avouer que ce qui m'est d'abord venu à l'esprit en arrivant à la fin de cette lecture, en furent les noms de Henry Ford II, de la General Electric, de la General Motors, etc... car j'ai jugé que n'importe lequel des magnats qui représentent ces terribles compagnies nord américaines auraient pu signer sans rougir l'article intitulé "inutilité du syndicalisme". Précisément, dans ces compagnies, et dans beaucoup d'autres du monde capitaliste on soutient que "les syndicats ne servent à rien, puisque dans ces compagnies on pratique le socialisme d'entreprise", puisqu'on reconnaît aux travailleurs des droits à participer aux bénéfices. Pour de tels entrepreneurs, le syndicalisme a pour seule mission l'obtention d'améliorations matérielles pour ses adhérents. Il semble que Cano Ruiz approuve fortement cette interprétation, surtout quand il abaisse tant notre syndicalisme en le comparant avec ce que les péronistes appellent le syndicalisme de type "justicialiste". A cette terrible stupidité, il ajoute celle qui consiste à établir une similitude entre le syndicalisme que nous avons pratiqué et ce que font les syndicats dans les pays communistes. D'une seule pichenette, Cano Ruiz enterre toute une histoire grosse de réalisations, de luttes héroïques et d'exemples de bien et de virilité incarnés dans l'évolution de la CNT pour prétendre nous dire que rien n'a été fait sur la base du syndicalisme, et il attribue au "communalisme" la gloire du peu de bien qui a été fait tant en Espagne qu'ailleurs. Et il commet la bourde- pour ne pas dire l'erreur- de nous dire qu'en Yougoslavie les réalisations sociales ont "peu d'apparence syndicale", qu'elles sont plutôt communales. Or, précisément, il se trouve que toute l'économie de ce pays est orientée et développée par les syndicats. Comme cela a lieu de même en Israël où les caisses des syndicats sont plus puissantes que les budgets des ministères financiers de la nation. Et comme si c'était peu, disons que les Kiboutzim -véritables essais anarchistes- ont reçu depuis leur origine l'apport social, économique et moral des masses syndicales qui sont celles qui remplissent les caisses des syndicats ..."

L'auteur demande pourquoi Cano Ruiz "laisse de côté (peut-être avec une intention sournoise) les "Trade Unions" ou syndicats anglais, qui sont les vrais orienteurs, soutien et âme de Labour Party, toute chose d'importance qui a été réalisée en matière sociale en Angleterre par les travaillistes a été pensé, préparé et approuvé d'abord dans les Trade Unions..."

Durant la guerre d'Espagne "...les syndicats...furent capables de transformer les industries de conserves en industries de guerre, en même temps qu'ils organisèrent les transports (comme dans ma région, le Levant) de façon si efficaces qu'ils étonnèrent les espagnols et les étrangers; ils s'occupaient de la santé et organisaient des colonies enfantines, donnaient une nouvelle direction à la pédagogie nationale, amenaient dans la technique cette vue révolutionnaire qui convertissait les incroyants d'hier en fervents défenseurs de la nouvelle et juste cause, comme cela arriva dans les Hauts Fourneaux de Sagunto dont l'usine immense fut, dans sa totalité, habilement gérée par le comité d'usine CNT-UGT du début à la fin de la guerre. Et il

"n'y eut dans cette gestion rien de "communal ". Bien au contraire, ce fut une oeuvre purement syndicale en tant que fait économique et administratif, remplissant parfaitement les fonctions de production et de distribution.

Finalement- pour le moment- il me faut demander par quelle "autre chose" B.Cano Ruiz veut remplacer les syndicats afin que les travailleurs comme producteurs et consommateurs, assujettis à ce terrible engrenage économique-social du monde d'aujourd'hui, qui n'est pas encore anarchiste, puissent faire face à l'avarice du capitalisme? "

Pour mieux comprendre l'article de Cano Ruiz (100 N° 22), nous avons pensé que les extraits d'un autre texte seraient intéressants. Il s'agit de la réponse à une enquête, à la question suivante:

"devant la psychologie générale des peuples et des pouvoirs qui les gouvernent, quelles attitudes devraient adopter l'anarchisme pour accélérer la réalisation de ses objectifs? "

(Tierra y Libertad- 3/63)

" Les faits qui finalement, sont ceux qui prouvent ou détruisent les hypothèses, ont démontré durant les soixante deux années de notre siècle que l'histoire se déroule assez différemment de ce que supposaient nos prédécesseurs et maîtres. En premier lieu, l'échec du mouvement ouvrier- considéré spécifiquement comme mouvement de classe, comme facteur révolutionnaire- a été démontré. (comme je sais que cette affirmation soulèvera une tempête d'indignation contre moi, je veux signaler immédiatement des faits). Aucune des révolutions de ce siècle n'a été faite par les organisations ouvrières. Pas même la CNT d'Espagne, l'organisation ouvrière la plus révolutionnaire de tous les temps n'a pu faire la révolution...

" Chez les autres peuples de notre planète, où il y a eu des révolutions ce ne sont pas précisément les organisations ouvrières qui les ont faites, mais les peuples eux-mêmes unis plutôt par des désirs idéologiques communs, indépendamment de la classe sociale à laquelle pouvait appartenir chacun des participants. Ceci quand les révolutions n'ont pas été faites par de petites minorités politiques..."

" Et le signe le plus décourageant et à la fois le plus significatif des caractéristiques actuelles du mouvement syndical est que le thermomètre a une tendance décisive à descendre et rien ne fait supposer qu'il ne va pas continuer à la dégradation absolue et définitive du mouvement ouvrier dans lequel tant d'espérances se placèrent à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci ".

oooooooooooo

SYNDICATS ET NATIONALISME

J. Curran , chef du puissant syndicat maritime national des USA a adressé un télégramme à l'Union des marins norvégiens pour protester contre la politique de la Norvège :

" Les travailleurs américains sont très mécontents des intérêts étrangers qui ,poussés par l'appât du gain , s'efforcent d'obtenir une part plus grande du commerce extérieur américain... Si ces attaques continuent , nous serons obligés de prendre des mesures draconiennes pour y répondre, et cela signifie aussi que nous isolerons par des piquets ou que nous boycotterons les navires norvégiens dans nos ports "(Le Monde 5-II-63)

notes

sur le capitalisme

UN ARTICLE DE FOI:

(extrait du Monde 10/10/63 - 5 jours dans le sillage d'un géant du pétrole).

" Les Français sont régulièrement surpris et un peu choqués - cela "ne se fait pas chez nous" - d'entendre les responsables d'une grande société anglo-saxonne proclamer que la loi de maximisation des profits continue à régler ses décisions. Notre pudeur est sans doute aussi injustifiée que leur glorification de principes que les grands économistes libéraux anglais du 18^e et du début du 19^e siècle considéraient, eux, non pas comme les bases du bonheur humain, mais au contraire comme les signes d'une étrange fatalité. Quoi qu'il en soit, on peut comprendre qu'une entreprise de la dimension d'ESSO, qui engage chaque année d'énormes dépenses dans la recherche, l'exploitation, la commercialisation, des produits pétroliers, ne peut espérer survivre à la longue qu'à la condition d'être assurée de pouvoir profiter au maximum, sans autre limitation naturelle que la concurrence ou des mesures tout à fait générales imposées par l'Etat (par exemple le subventionnement du charbon pour organiser sa " retraite ordonnée ") des chances d'expansion offertes par le développement économique ".

Dédié à ceux pour qui le capitalisme est dépassé.

"Sans véritable information économique, la démocratie n'est que verbalisme ".

(Massé - Commissaire au Plan - Le Monde 8/10/63).

"Il est très possible d'expliquer au public les questions économiques d'une façon concrète. Mais les spécialistes n'aiment pas que l'on vulgarise les sujets sur lesquels ils sont compétents. Au fond de tout expert, il y a toujours un technocrate désireux de travailler au bonheur des gens, à condition que ceux-ci ne s'occupent de rien ".

(R. Salmon - " L'Information Economique ").

VINGT GRANDS de l'ECONOMIE AMERICAINE reçus par K.

Les dirigeants des plus grosses entreprises américaines, viennent de faire un voyage en URSS. K. leur a déclaré qu'il n'y avait pas de meilleur placement possible qu'un investissement en URSS " et " un capitaliste doit toujours aller là où il peut espérer réaliser des bénéfices, ce qui est certainement le cas dans les échanges commerciaux avec l'URSS ".

(Le Monde - 9/II/63).

DES HOMMES POLITIQUES:

occidentaux ont participé en décembre à une "table ronde" à Moscou. Entre autres, côté français, Jules Moch (SFIO) d'Astier (Libération) Schmittlein (UNR) Haron (MRP) Poirier (UNR)....

dans le monde, les travailleurs

GRANDE BRETAGNE:

La chasse aux militants, c'est dans l'esprit des travailleurs une spécialité d'un type de patronat ou de la police. En France, on se trouve dans une période confuse: dans les entreprises nationales, ou les grosses entreprises, ou l'administration, là où le syndicat est intégré, la chasse aux militants est réservée à ceux qui ne sont pas dans la ligne syndicale, avec l'aide des syndicats si besoin est; dans d'autres entreprises au contraire, l'image d'autrefois reste valable.

En Grande-Bretagne, le syndicat (unique) - les Trades-Union - défend son pouvoir bureaucratique par tous moyens, essentiellement contre les "meneurs", -les shop-stewards-, délégués d'atelier, que l'on place dans l'alternative: ou rester fidèles aux travailleurs et être expulsés du syndicat, ou obéir au syndicat en tous temps et en tous lieux. L'article ci-après (extrait du Financial Times 16/12/63, montre les méthodes utilisées à cette fin:

" Les leaders de l'Electricia Trades-Union (ETU) (Fédération de l'Electricité) utilisent des photographies de journaux pour tenter de briser la puissance du mouvement shop-steward -non officiel (c'est-à-dire hors du syndicat) dans les centrales électriques.

Ces photographies furent prises à une réunion d'un comité de shop-stewards l'hiver dernier, alors qu'ils organisaient une grève sauvage, grève perlée dans les centrales électriques qui entraîna d'importantes coupures de courant, particulièrement dans la région de Londres. Le comité directeur national de l'ETU qui siège actuellement, prendra des mesures disciplinaires contre tous les membres des syndicats qui figurent sur le journal.

Le comité directeur demandera également aux quatre autres syndicats touchant tous les travailleurs de l'électricité, de prendre des mesures similaires contre ceux de leurs membres faisant partie du comité de shop-stewards.

Il apparaît que trois ou quatre membres de l'ETU sont clairement reconnaissables sur la photo quoique la direction du syndicat dut se procurer les épreuves originales pour être certaine de leur identité. Celles des journaux n'étaient pas assez nettes. Comme Charles Doyle qui fut exclu de l'ETU au début de l'année, les "coupables", seront mis en demeure de jurer qu'ils rompent totalement avec le mouvement shop-steward et qu'ils obéiront à tous les ordres du syndicat.

Doyle fut exclu parce qu'il avait refusé d'accepter mais il a depuis changé d'avis. La direction du syndicat a reçu une lettre de lui dans laquelle il promet de se retirer du mouvement shop-steward et d'obéir au syndicat. Il sera presque certainement réintégré dans le syndicat. Il avait changé d'avis après avoir sans succès, tenté de faire annuler la décision d'exclusion par un tribunal de l'ETU. Celui-ci avait donné raison à la direction mais avait recommandé la réintégration si Doyle faisait amende honorable et promettait de "bien se conduire" à l'avenir.

oooooooo

Au cours de la présentation du nouveau bureau de Force Ouvrière au Conseil National du Patronat Français, un vaste plan de travail a été défini d'un commun accord mercredi dernier ...La politique contractuelle de négociations concertées s'engage donc avec beaucoup plus de dynamisme (Vie Française 13 décembre 1963)

LETTRÉS d'ALGERIE:

Nous ouvrons ici, avec deux lettres de camarades partis comme enseignants en Algérie un dossier -et un débat- sur la réalité algérienne et sur la société prétendue par certains "socialiste" qui prend la place de la société de type colonial.

Si l'on reprend toute la collection d'ICO on peut voir que nous n'avons jamais eu d'illusions sur ce que serait "l'indépendance" algérienne et que nous avons essayé d'analyser, notamment par des critiques de livres ce que sont les structures politiques et sociales des pays dits "sous-développés" (ou tiers-monde), pays placés dans la compétition impérialiste URSS-USA, et par voie de conséquence, aux prises avec une classe dirigeante qui tend à donner aux problèmes économiques et sociaux les solutions qui maintiennent sa domination et accroissent sa puissance.

Ces deux lettres ont été écrites courant novembre au moment de la guerre avec le Maroc, partie semble-t-il de la revendication d'un gisement de minéral de fer; cette guerre fut exploitée à fond, dans le sens du nationalisme le plus éculé, pour résoudre par "l'unité nationale devant la patrie en danger", les conflits intérieurs aigus. Ces conflits s'étaient polarisés autour du "Front des Forces Socialistes"; la misère des villes et des campagnes lui donnait un contenu prolétarien; les revendications plus politiques des maquisards (ou autres) évincés des places, les réactions nationalistes kabyles face à un autre nationalisme arabe, lui donnait une ambiguïté que le revirement rapide des leaders n'a fait que confirmer.

ooo.

" J'aimerais vous transmettre des informations concernant les comités de gestion et autres, mais je crains que cela ne soit pas très facile. En effet, nous vivons totalement à l'écart de la population. Non par refus de notre part, Ici très peu de gens parlent français. Il y a également une grande proportion de réfugiés de Tunisie, très pauvres; pour la plupart de ces gens, nous restons "le français", "supérieur"... En fait, nous sommes les gens les plus riches du village. Toutes choses assez navrantes du reste.

" A première vue, les nationalisations n'ont rien changé. Si ce n'est un changement de patron, l'ETAT. Dernièrement sur les journaux, j'ai vu les salaires qui étaient appliqués pour la cueillette de je ne sais plus quoi, entre 700 et 800 fs par jour. Dans la région, il reste encore des charrues à un soc, tirées par des boeufs comme en Espagne. A Bône, les grands magasins comme "l'Uniprix" ne sont pas nationalisés. Les banques sont toujours à leur place.

" Peut-être avez-vous entendu parler des dons en argent ou en bijoux du peuple pour le "Fonds National de Solidarité". Ceci se passait entre juin et juillet. Un peu partout on retenait tout simplement d'office sur la paye des ouvriers (ceci a d'ailleurs été imprimé sur plusieurs journaux mais sans que ceci ne change rien à cela). Aujourd'hui les dons sont pour "nos frères qui sont au front".

" Dans les bleds où nous étions fin septembre au moment des élections ceci était fort simple: un seul bulletin le OUI. Pas d'erreur possible. C'est une sorte d'hommage rendu à la France!..

"Je crois qu'il est inutile de parler du culte de la personnalité
Aux actualités cinématographiques: Ben Bella - A la radio: Ben Bella - Sur les
journaux: Ben Bella - Ben Bella qui jure toujours devant Allah !..

oooo

2ème lettre:

"Si j'avais écrit un article au moment où l'opposition semblait prendre forme et passer à l'action, je l'aurais intitulé: " La Kabylie veut rester française". Cela aurait été légèrement paradoxal et alléchant en tout cas pour certaines personnalités de gauche ou de droite, car dans le bellisme de certaines personnalités de gauche et les regrets de certains droitiers, il n'y a pour moi guère de différence; car aucun n'exprime une objectivité quelle qu'elle soit, y compris "Le Monde". Moi-même je n'arrive pas à me faire une opinion objective de la question; j'avais écrit une lettre que je terminais en disant: je ne pense pas qu'il y ait de la casse car personne ne veut en venir aux mains; le lendemain, il y avait 10 morts à Port G. un petit port de mer situé à peu près en face de moi lorsque j'étais à A. Les jours suivants, les troupes de l'ANP entraient à Michelet, Fort National, sans coup férir ou à très peu de frais et les journaux locaux annonçaient "l'opposition kabyle est réduite tout est rentré dans l'ordre et Ben Bella en profitait pour lancer quelques quolibets à l'adresse d'Aït Ahmed, mais se gardait bien d'attaquer Mohan el Hadj, le suppliant presque de rentrer au sein de notre sainte mère l'église démocratique et musulmane. Les gens du coin, j'étais encore là-bas, n'étaient pas de cet avis, et il est évident que ce n'était pas parce qu'ils avaient fui quelques villes que le mouvement était réduit, au contraire. Les ordres de ralliement arrivaient et les anciens "djounouds" (les vrais) rejoignaient peu à peu le maquis. Les Kabyles sont irréductibles; ils l'ont montré au cours des siècles et lorsque Ben Bella disait: "800.000 français n'ont pu venir à bout de l'Algérie; ce n'est ni l'opposition intérieure ni les troupes du roi du Maroc qui réussirent à nous réduire"; il oubliait de dire qu'en cas de conflit vraiment sérieux, si l'apport kabyle lui faisait défaut, il pourrait très bien se trouver dans une position difficile. J'avais été à Bougie pour l'entendre, ou plutôt pour me rendre compte de l'atmosphère de la foule; je suis arrivée trop tard, mais j'ai eu l'occasion de discuter avec un kabyle évolué et avec certains membres de sa famille (on avait donné congé aux écoles et ordre de se rendre au stade, lieu de rassemblement) qui paraissaient écoeurés de l'atmosphère populaire, n'importe quelle foule illettrée applaudit à n'importe quoi. Il n'en est pas moins vrai que l'enthousiasme existait et que l'annonce de nouvelles nationalisations et les diatribes violentes contre les spéculateurs avaient un succès fou auprès du peuple. J'avais de mon côté rencontré des paysans d'A... et j'avais essayé de savoir ce qu'ils pensaient; le plus clair était qu'ils étaient Ben bellistes parce qu'ils étaient heureux des mesures prises; pourquoi? puisqu'on n'avait rien fait pour leur village. Ceci est la philosophie des masses ou sa bêtise, comme on voudra. Les commerçants étaient hostiles et les quelques gars moniteurs que j'avais pu rencontrer venant de France et faisant partie de la Fédération l'étaient aussi.

"Qu'Aït Ahmed ait joué pour le pouvoir peut-être; Mohan el Hadj certainement pas. C'était le seul qui avait conservé un poste important et il n'avait pas un caractère à s'engager à la légère; je pensais donc qu'il y avait quelque chose de plus profond dans ce mouvement. J'ai eu en mains un tract signé de lui où il était question d'arrestations et même de disparitions, où il disait notamment: " je ne suis pas un produit de la presse française"; ce qui m'avait remis en mémoire un propos de copains: que Ben Bella aurait été l'homme de Bourdet. Le mouvement voulait rester pur et ils avaient refusé d'y accepter Belkacem Krim. Quoiqu'il en soit, comment résumer ce mouvement :

- Régionaliste:

Les Kabyles ont l'impression d'avoir été lésés parce qu'ayant beaucoup souffert de la guerre, tout ce que le régime a fait jusqu'à présent, est spectaculaire mais ne s'est traduit en rien de concret pour eux. Ils exportent en France une quantité de travailleurs et craignent que la France exaspérée par les mesures ne dise : "Eh! Bien, reprenez les donc" et ce serait pour eux la catastrophe car les familles vivent uniquement des mandats envoyés de France.

Les nationalisations ne les touche pas. La grande partie du pays est pauvre (petites propriétés, économie de subsistance); il leur fallait des secours immédiats pour remonter leurs maisons, des boeufs et des tracteurs pour labourer leurs champs, des semences, des techniciens agricoles pour remettre en état leur sol; cela a été fait pour eux à une trop petite échelle. Les quelques grandes fermes de la vallée de la Souman ont été prises sur des marais; il n'y a donc pas eu de spoliation; le départ des français est plutôt une catastrophe car les relations étaient très bonnes depuis la fin de la guerre et les paysans préféraient travailler pour des européens que pour des comités de gestion. Un petit colon resté dans le coin jusqu'au dernier moment a été nationalisé juste avant mon départ; il servait de conseiller technique à la ferme collectivisée du voisinage. La S.A.P., sorte d'organisation pour l'aménagement des sols, avait fait un très bon travail entre autre contre l'érosion, pour la taille des arbres, le greffage, a été plus ou moins désorganisée par le départ des européens. Un des représentants, resté là, mais ayant changé de service, me disait que les fellahs avaient tout bonnement refusé de recevoir dans les champs les types qui le remplaçaient. Enfin, que ce soit un mouvement régionaliste ou non, il faut en tenir compte, puisqu'il a toujours existé; les bretons sont régionalistes, et peu importé car ils ne meurent pas de faim; ici, la misère est trop grande pour durer.

- Bourgeois:

Les Kabyles sont des hommes d'affaires et des travailleurs; ils ont des commerces parfois importants; les nationalisations leur ont fait peur car ils ne savaient où cela allait s'arrêter: "c'est facile de distribuer aux fainéants ce que d'autres ont gagné à la sueur de leur front au prix de privations inouïes, qui leur a coûté pas mal d'intelligence et de débrouillardise alors que d'autres se chauffent au soleil". J'expliquais à mes élèves la phrase célèbre de Rousseau: "La terre n'est à personne et ses fruits sont à tout le monde": Je me suis aperçue alors, qu'on pouvait l'interpréter très actuellement en Algérie; je leur disais: "il n'est pas juste que certains profitent alors que d'autres sont dans la misère. Un Kabyle (j'ai su par la suite que son père avait une petite entreprise de liège à D. qui venait d'être nationalisée), m'a dit oui, à condition que ce ne soit pas des feignants. C'est facile de prendre ces belles terres bien cultivées, mais dans un an, comment seront-elles? Les algériens et les kabyles (assez intelligents pour le reconnaître) n'ont pas le sens de la chimie, de la technique, des fermentations; comment vont-ils se débrouiller par exemple pour faire du vin l'an prochain? Lorsqu'on est en contact avec la réalité concrète, que l'on a pu juger comme je l'ai fait en Israël de la différence entre les pays israéliens et arabes, on commence à se poser des questions. La démagogie c'est une chose; la réussite économique une autre. Certains ici regrettent la révolution, disant qu'elle est arrivée 50 ans trop tôt, peut-être n'en aurait-on pour preuve que certains mots d'ordre rétrogrades du F.N., celui de la guerre sainte par exemple. La grande bourgeoisie a toujours été collaboratrice, mais ici, cela recoupe une réalité économique précise et importante il me semble, pour l'avenir de l'Algérie. Car la masse du peuple est illettrée et les intellectuels n'ont pas l'air d'être tellement pour le socialisme comme c'était le cas en Russie. Bel Bella ayant évincé tous ceux qui professionnellement auraient été capables de rendre service au pays afin d'avoir sous sa main des gens faciles à manier.

" Sur ce point, je n'ai rien de précis, car je n'ai pu avoir aucun contact ici; à Alger non plus à mon passage. Un fait à ajouter: ici il y a une école de sages-femmes; leurs cours théoriques devraient être commencés, le docteur européen ne les fera pas, bien qu'ils soient préparés et que lui de son côté soit très apprécié par tous ceux qui le connaissent, parce qu'à Alger on n'est pas d'accord avec sa méthode - on prendra sans doute les frères égyptiens ou bulgares...

"..J'ai parlé avec un jeune kabyle de B.; j'ai su incidemment qu'on n'était pas content là-bas et je lui demandai: "qu'est-ce qui ne va pas au fond? ". Il ne voulait pas me répondre car sa position est délicate, mais finalement nous sommes tombés d'accord: le malaise est profond et économique. Avez-vous vu, m'a-t-il dit ce qu'on a fait dans la région d'Oran? Ben Bella a soigné particulièrement son département; le pipe-line, qui, rationnellement pourrait aboutir à un port kabyle (Djidjelli ou Bougie) (Bougie est déjà équipé pour cela) doit aboutir à Arzew en Oranie, et cela au prix de 400 km de conduites de plus...

" Je ne sais ce qui se passe en ce moment, mais les prix augmentent dans des proportions importantes et les mesures financières ne vont certes pas faire revenir la confiance. "

oooooooo

en marge du congrès de force-ouvrière

LE RÔLE DES CONGRES SYNDICAUX:

Les trois syndicats principaux en France ont exactement la même structure. Ce sont des machines administratives hiérarchisées, conçues sur un mode vertical, exactement comme l'armée, l'église ou le réseau commercial d'une grande entreprise. La tête près du pouvoir, aussi puissante et aussi peu contrôlée qu'une direction quelconque, les pieds dans les entreprises où le "bon délégué" est celui qui exécute les ordres venus d'en haut, sans en discuter autre chose que les modalités d'application.

Les congrès syndicaux ressemblent aux assemblées d'actionnaires dans une société anonyme: ils donnent quitus aux dirigeants de leur "bonne conduite" du navire; ils donnent aux dirigeants la température de la base, c'est-à-dire ce qu'il leur faudra dissimuler pour éviter les remous trop violents et les naufrages. Mais ces congrès ont une autre fonction, essentiellement de propagande: c'est l'estrade de la foire, la devanture de la boutique que l'on repeint chaque fois aux belles couleurs des motions finales. Il a été entendu une fois pour toutes que la CGT est "ouvrière" que FO est "fidèle au passé démocratique et libre", que la CFTC est "la grande centrale démocratique tournée vers l'avenir". Il s'agit de faire miroiter l'enseigne: majoritaires et minoritaires s'y emploient allègrement et cela nous vaut dans toute la presse, la grande et celle des petits groupes, des débats et des commentaires aussi sérieux qu'inutiles.

Car, derrière sa façade, la machine syndicale continue de tourner dans un tout autre sens.

Pourquoi Force Ouvrière:

Le congrès FO vient d'avoir lieu fin novembre. Pendant trois mois, et même avant les vacances, les "minoritaires" de toutes sortes (anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, trotskystes, néo-syndicalistes) nous ont rabattu les oreilles. Ils se prennent à leur jeu, à tel point qu'ils réussissent à escamoter ce qu'est réellement FO, et le véritable débat, ce que peuvent faire des opposants dans un syndicat, ceux que l'on appelle des "minoritaires".

La réalité de Force Ouvrière:

La création de FO en 1947 a été une opération politique. Il fallait constituer, face à la CGT devenue le cheval de bataille du PC et de l'impérialisme russe, un autre cheval de guerre pour l'impérialisme des USA. Et pour l'idéologie nécessaire aux uns le prétexte de la lutte anticapitaliste, aux autres la défense du "monde libre" (I): chacun sa couverture. Les dollars américains coulèrent, Irving Brown, bonze syndical de l'AFL, ambassadeur officieux des USA prodigua ses conseils. objectif: reconquérir la classe ouvrière en France. La constante de FO a été et reste la défense de cette politique, c'est-à-dire de l'impérialisme américain. La classe ouvrière n'a pas été reconquise - heureusement ou malheureusement -.

Ce syndicat "libre et démocratique" (par principe) ne pouvait tenir son rôle politique que s'il restait tenu bien en mains par une équipe d'hommes sûrs. Jouhaux, le commissaire à la Nation, pendant la guerre de 14, ayant à son tableau de chasse la scission de 1921, et la réunification de 35, était l'homme de la situation. Pas le seul. Bothereau succéda, aussi solide. Et Bergeron prend la suite.

Car on se coopte à la direction de FO "démocratiquement" et le noyau de dirigeants se renouvelle, mais garde bien en mains le gouvernail et on s'en doute préserve ses liaisons avec les mêmes intérêts. Tout le reste du syndicat, c'est l'administration classique et à chaque échelon, les dirigeants sont également cooptés et non élus:

"Les unions départementales sont généralement dirigées par des militants anciens très liés à la direction confédérale dont ils répercutent les décisions sur le plan local. Leur fidélité au bureau et plus particulièrement à Bothereau, les avait fait surnommer les préfets confédéraux".

(Riou-France Observateur -28/II/63) (à noter que Bergeron était à ses débuts un "préfet confédéral").

(En vue d'une réunification syndicale possible, par exemple FO-CGT, le congrès FO a diminué l'influence des Unions départementales au sein du comité confédéral national; les Fédérations d'industries plus centralistes, plus unitaires, ont désormais égalité de place dans ce comité directeur. Les U.D. avaient été un premier pas contre le fédéralisme et les Bourses du Travail, aujourd'hui FO doit avalier le fait: les UD ne comptent plus dans le capitalisme de 1963. Ceci ne signifie pas que l'influence des dirigeants diminue, mais que leur moyen de domination se transforme).

(I) certains voudraient assimiler "syndicalisme libre" à "syndicalisme libertaire" (voir brochure de Mercier - Présence du syndicalisme Libertaire - Critique dans ICO N° 5- février 1962)

Tout ce que nous disons là n'est d'ailleurs pas particulier à FO; on pourrait le répéter, à peu de choses près pour n'importe lequel des syndicats : pour nous, c'est bien la marque du rôle que joue "objectivement" le (ou les) syndicat (s) dans la société capitaliste moderne puisque, quelles que soient son origine, sa direction, il prend pour exercer pleinement sa fonction, les structures hiérarchisées et totalitaires de cette société.

Ce que sont les opposants dans un syndicat:

Selon la terminologie traditionnelle (qui ne signifie pas grand 'chose' et qui sert souvent de masque à la réalité des rapports sociaux) il y a des opposants de droite et des opposants de gauche. Dans le milieu, il y a ceux qui tiennent les places maîtresses et les gardent solidement, les opposants essayant de les en déloger.

Une opposition se définit donc uniquement par rapport à la politique du moment. S'ils entrent à la direction, les opposants cessent de l'être; si la direction fait momentanément leur politique ou se sert de leurs revendications, ils n'ont d'autres ressources que de se rallier, quittes à être débarqués au premier revirement.

C'est tout cela qui fait la cuisine syndicale; tel anarcho-syndicaliste vote pour Bothereau à un congrès et le critique violemment à celui d'après; tel autre "Algérie française", est envoyé à la suite d'un accord entre Bothereau et Debré, au Conseil du Plan de Constantine, parce que le bureau confédéral unanime a décidé de défendre une "politique de présence en Algérie", mais est vidé du syndicat comme fasciste le jour où le patronat a décidé "d'abandonner l'Algérie". (lettre de Le Bourre-Monde du 28/II/63). C'est là le sort habituel des oppositions au sein des organisations être constamment ridiculisés par la majorité, au minimum leur servir de paravent, au maximum de bouc émissaire.

"L'opposition de droite" c'est celle qui tire les conclusions logiques de la fonction syndicale: ils veulent rejeter les oripeaux révolutionnaires dont se pare encore leur maison et revendiquent une législation, des institutions, une participation au pouvoir capitaliste. Bien sûr, ils disent en même temps que c'est la seule voie révolutionnaire du syndicalisme (ils ont raison, cette revendication ouvrirait la voie à une révolution technocratique). Ecoutez Maurice Labi -secrétaire fédéral FO- produits chimiques- docteur en études politiques) revendiquer dans les colonnes du Figaro (curieux?) au cours d'un débat avec des patrons, des technocrates, des journalistes. Il revendique la représentation totale des travailleurs et l'instauration sur eux d'une discipline:

"il y a chez nous cette ambition de parler au nom des travailleurs et d'être reconnus comme tels... Nous savons bien, nous syndicalistes que nous n'avons comme cotisants qu'une minorité de travailleurs mais nous avons conscience de représenter l'ensemble des travailleurs... c'est sur l'ensemble des travailleurs que nous prenons nos décisions... la reconnaissance de la section syndicale va renforcer notre action... Personnellement, je pense que cela mettrait dans la classe ouvrière une discipline qui serait bénéfique".

Cela éclaire sous son vrai jour un article de la Révolution Pro-létarienne (nov. 1963) intitulé: "Nous marchons de l'avant", dans lequel Labi revendiqué pour le syndicat la "conquête progressive du pouvoir économique", revendication déjà formulée il y a quatre ans, par les cadres Force Ouvrière d'une manière beaucoup

plus nette -- comme revendication technocratique --:

"Partisans d'une économie planifiée, les cadres FO affirment qu'il ne s'agit pas seulement pour les syndicalistes de siéger dans les organisations économiques mais bien de se préparer à diriger l'ensemble de l'économie". (Résolution du Congrès de la Fédération des Cadres - FO - 1961).

En d'autres termes, ces opposants voudraient assumer ouvertement la politique que la "majorité" pratique en sourdine. Leurs divergences présentes viennent de ce que la "majorité", en référence à ses liens politiques, ne peut s'engager à l'égard du régime actuel, mais qu'elle le ferait avec un autre gouvernement et se retrouverait alors d'accord avec ceux qui critiquent son "immobilisme". Il est significatif de constater que les dirigeants de FO et le CNEF se sont retrouvés pour signer ensemble une motion contre l'extension des pouvoirs du Conseil économique: ils craignent de toute évidence d'avoir à prendre des décisions ouvertement; ce qui détruirait leur façade et démystifierait les travailleurs. Pour deux puissances détenant un pouvoir social, la "démocratie" politique représentative est nécessaire car elle permet de s'effacer derrière les "hommes politiques" qui supportent toutes les critiques tandis que les véritables organes de pouvoir gardent toute leur virginité (au prix du sacrifice de quelques uns lorsque c'est absolument nécessaire, par exemple, l'exclusion de La Bourre et Lafond, pour couper le membre "Algérie Française", ou demain l'exclusion des "révolutionnaires").

"L'opposition de gauche":

entend garder l'étiquette révolutionnaire. Elle reproche aux syndicats et aux dirigeants leur "réformisme" comme si un syndicat dans la société actuelle, pouvait être capable d'autre chose. Alors que la présence de l'opposition de droite est normale, puisque leur critique est celle d'un mode d'organisation et d'action et non une critique des buts poursuivis (si tant est que les syndicats aient réellement un but, ils paraissent beaucoup plus commandés par l'évolution générale de la société), on peut se demander ce que cette opposition de gauche fait dans le syndicat FO.

L'analyse de la période confuse et cruciale de 1947 permettrait de comprendre comment les "révolutionnaires" se sont retrouvés dans la galère Force Ouvrière, comment tous ceux qui étaient sortis de la CGT à cause de sa politique de collaboration de classe, se sont retrouvés, sous la houlette de Jouhaux, les défenseurs de cette même collaboration de classe, comment les institutions et la politique, conséquences de certains rapports de force à l'échelle mondiale, se dégagent et se définissent par des voies bien balisées. Ces pages seraient le procès des anarcho-syndicalistes et "révolutionnaires" (pour qui l'évènement et la présence dans une "grande organisation" tient lieu de rigueur), et enfin de compte de leur opportunisme.

Cette année 47 suit la phase 45-47, au cours de laquelle la CGT "unie" conduite par les staliniens et les réformistes, s'engage à fond dans la reconstruction du capitalisme. En 1947, les réactions ouvrières se font jour: les militants anti-staliniens quittent les uns après les autres le navire (formation de syndicats autonomes dans divers secteurs); c'est la base même des dirigeants réformistes de la CGT qui ficht le camp. Jouhaux n'avait pas l'intention de quitter la CGT et pensait être assez habile manoeuvrier pour contrer seul les staliniens, auxquels il a toujours collaboré. L'impérialisme américain, par l'intermédiaire des syndicats a soutenu dès le départ la formation de FO, mais les secrétaires confédéraux n'ont quitté la CGT que lorsqu'ils ont été sûrs d'avoir ce soutien. La collaboration avec les staliniens ne

les connaît nullement. Le soutien des dollars n'est venu nettement que fin 47 alors que beaucoup de militants stalinien avaient déjà quitté la CGT. Par exemple Lafond des autonomes est entré au Bureau de FO comme minoritaire "révolutionnaire" avec Le Bourre; 12 ans plus tard, ils quittent FO marqués au fer rouge de "L'Algérie française".

Il y aurait aussi une leçon à tirer sur la manière dont les organisations exploitent les situations mêmes qu'ils ont créées. L'engagement total de la CGT dans le soutien du capitalisme de 45 à 47 a eu pour conséquence un mécontentement contre le patronat (salaires bloqués, travail à outrance) et contre l'appareil syndical (qui bloque les revendications et brise les grèves): réformistes et stalinien en partagent la responsabilité. Mais FO va se construire pour le profit des dirigeants réformistes sur cette résistance à l'intégration du syndicat; la CGT va semaintenir, pour le profit des dirigeants stalinien, sur l'exploitation du mécontentement touchant les salaires.

N'ayant pas réussi lors de la constitution de FO, les "minoritaires" sont restés les "nostalgiques" de FO, caressant leur vieux rêve à chaque congrès, trouvant une tribune qu'on leur accordait d'autant plus facilement que c'était sans risques et que leurs débats "hors du sujet" permettaient de camoufler l'essentiel. Ils servaient surtout excellemment de justificatif "démocratique" pour les dirigeants; ils croyaient "eux" parler à "la classe ouvrière" alors qu'ils s'adressaient à une majorité faite d'avance qui les laissait "faire leur numéro".

Chemin faisant, ils ont retrouvé comme compagnons de passage (témoin les tentatives avortées cet été de constituer une opposition au lieu des oppositions) tous les "révolutionnaires", trotskystes ou autres, exclus de la "grande CGT" et qui ne peuvent se passer de "L'organisation-où-l'on-a-des-contacts".

C'est ainsi qu'on trouve dans cette opposition les syndicalistes révolutionnaires blanchis sous le harnais syndical, des anarchistes ou anarcho-syndicalistes, qui franc-maçon, qui grimpé dans l'appareil, des trotskystes qui ont du syndicat la même conception qu'un membre du PC ou de la SFIO (en faire une colonie du parti).

Si cela vous intéresse, relisez ces articles: "Peut-on rendre le congrès efficace?... Pour sauver l'avenir du syndicalisme..." (Joyeux-anarchiste-Monde Libertaire, oct.63). "Brandebas de combat" (Guilloré, syndicaliste révolutionnaire Révolution Proletarienne, oct.63).

Mais ce problème des minorités révolutionnaires dans les syndicats dépasse les individus eux-mêmes et les situations. Ce n'est pas un hasard s'ils s'illusionnent sur des "réformes" du syndicalisme, certains tout en sauvant le prétexte en occupant des prétendues petites ou grandes dans le syndicat, tout en ayant une fonction. Ce n'est pas un hasard si leurs débats ne touchent absolument pas les travailleurs mais restent des discussions en vase clos et entre "militants".

Pourquoi sont-ils "dans" le syndicat?

Nous n'avons à opposer que notre expérience de travailleurs qui nous a appris ce que valait le syndicat, et le syndicalisme, et FO en particulier; elle n'est pas celle d'un camarade d'une entreprise mais celle de divers camarades de beaucoup d'entreprises, et ce que nous pouvons dire avant tout, c'est que les choses ne se posent pas du tout de cette façon au niveau des entreprises, parmi ce que les syndicalistes appellent "la base".

Les travailleurs ne se posent pas, à propos de tout et de rien, le problème de leur place dans la société ou dans l'entreprise comme le font les syndicalistes de toutes sortes (les bons et les mauvais selon les appréciations des uns sur les autres). Les travailleurs dans leur attitude quotidienne comme dans leurs mouvements ne vont jamais aussi loin en pensée, mais toujours beaucoup plus loin dans les faits. Déjà au niveau du délégué d'entreprise (et il fait partie obligatoirement du syndicat) le conflit existe entre les travailleurs et ceux qui se trouvent contraints de choisir entre les travailleurs, la direction de l'entreprise et celle du syndicat (I). "Etre du syndicat" dans l'entreprise n'a maintenant que le sens très matériel d'une utilité; les syndiqués (et les non syndiqués aussi d'ailleurs) n'attendent plus du syndicat qu'une efficacité, celle là même qu'on requière passivement de ce qu'on doit utiliser mais que d'autres dirigent, par exemple du métro, des PTT ou de son épicier. Etre délégué du syndicat a déjà le sens d'une option et les travailleurs le sentent bien comme tel. Il y a déjà souvent l'affirmation consciente ou non d'une "supériorité" sur les travailleurs et d'une vocation à être leur guide, une sorte de chef (dans les sociétés nationales, les cadres syndicaux d'entreprise paraissent avoir une vocation particulière à être cadres tout court).

Plus on monte dans la hiérarchie syndicale, plus le choix est net: il ne s'agit pas de placer les travailleurs devant leurs responsabilités, de les informer et de suivre leurs volontés, mais de penser pour eux, et de les amener à suivre ce qui a été décidé pour eux. Dans ce que dit Labi sur "l'ambition de parler au nom des travailleurs et d'être reconnus comme tels", même en sachant qu'on n'a qu'un nombre minime d'adhérents (voir plus haut) on retrouve la pensée commune de tout dirigeant présent ou futur, de tout "syndicaliste", qu'il soit majoritaire ou minoritaire. Ils sont là pour diriger la classe ouvrière (Voix Ouvrière le dit clairement quand elle met en tête de ses bulletins " Pour une direction révolutionnaire des syndicats "). C'est pour cela qu'ils sont syndicalistes, c'est pour cela qu'ils sont dans les syndicats et qu'ils se disputent les places et proposent des réformes de l'appareil pour qu'il soit plus efficace dans le sens de leurs propres idées.

C'est cette conception qui les empêche de comprendre l'inutilité d'une présence à l'intérieur du syndicat: pour tous, majoritaires ou minoritaires, le rôle du syndicat est celui d'une prise du pouvoir, ou d'un partage du pouvoir: pour les "révolutionnaires" il s'agit d'une perspective, pour les autres, il s'agit d'une réalité, à vivre tout de suite ou à aménager, dans la société capitaliste, bien entendu et avec le consentement des dirigeants. Pour nous, la question de la présence dans un syndicat est depuis longtemps résolue: nous constatons seulement leur existence en tant que force et institution sociale, comme appareil d'encadrement des travailleurs dans tous les secteurs où existe un mode de production capitaliste. Il est aussi vain de vouloir "réformer" les syndicats que d'accuser leurs dirigeants de "trahison": s'ils sont à la tête et s'ils y restent, s'ils peuvent faire toutes les manœuvres possibles pour se maintenir, c'est que le rôle qu'ils jouent "objectivement" correspond exactement à ce que la société capitaliste actuelle attend d'eux: le succès d'une réforme quelconque correspondrait à une transformation des rapports sociaux et non à la volonté de tel ou tel groupe. Cette transformation du syndicat n'aurait pour but que de modifier

(I)

Ceci rejoint un article de G. Lamizet "Rester dans le rang" (la Révolution Proletarienne (décembre 63) assimilant le délégué d'atelier en France aux shop-stewards anglais, cet article conclut: "sergent, c'est trop encore; caporal. Pas plus haut ". C'est peut-être vrai en Angleterre; ce n'est possible en France que pour peu de temps étant donné qu'il ne peut être légalement candidat délégué sans être officiellement investi comme tel par le syndicat.

Alors nous disons - pour la France- même pas caporal.

pour les rendre plus efficaces les règles de l'appareil d'encadrement; en ce sens tout révolutionnaires qu'ils s'affirment, les minoritaires sont éventuellement les hommes en réserve pour de nouvelles formes de domination. (la création de FO en est l'exemple même; on pourrait étudier de même façon le rôle des syndicalistes révolutionnaires dans les années 20-22 et dans la création de la CGTU devenue rapidement "le" syndicat du Parti communiste français).

La transformation des syndicats:

Peu à peu se précisent actuellement les réformes légales qui vont permettre aux syndicats de jouer le rôle que la société d'exploitation requière d'eux.

Alors qu'il y a seulement une dizaine d'années personne ne parlait d'accord d'entreprise, de section syndicale d'entreprise, de comités des sages, de pouvoirs du Conseil Economique, c'est aujourd'hui le thème constant des discussions dans les sphères politiques, syndicales et juridiques.

Ce que l'on appelle l'intégration des syndicats a été le fait des hommes d'abord au gré des situations - les périodes dangereuses pour le capitalisme par exemple la guerre de 1914 ou la nécessité de surmonter la crise et de préparer la guerre en 36. Autrement dit, une nécessité c'est d'abord inscrite dans les faits épisodiquement, puis de plus en plus fréquemment. C'est cette situation qui a permis à certains de ne voir que la "trahison" des hommes, d'espérer le "redressement" des syndicats puisque les déviations étaient le fait des hommes seuls et qui leur a masqué le véritable sens du fait syndical en lui-même. Mais en réalité dès avant 1914, il n'y avait pas d'autre voie pour les syndicats. Un homme peut trahir, se tromper, et... mais lorsque c'est tout un courant qui va dans le même sens en se précisant durant cinquante années, on ne peut parler ainsi: un courant ne trahit pas, il exprime des rapports sociaux liés à la société dans son ensemble; ce sont donc ces rapports qu'il faut définir, et non chercher dans son vocabulaire les épithètes les plus méprisants.

Ce sont encore les mêmes qui crient le plus fort contre "l'intégration" parce que la fréquence et la constance des attitudes des leaders syndicaux vis à vis du pouvoir social et du pouvoir politique, parce que la constitution du syndicat en force sociale autonome distincte des travailleurs, comme du capitalisme, oblige à fixer un cadre juridique et institutionnel, se substituent au soutien des travailleurs. Un bref résumé peut donner une idée de ces institutions qui se mettent en place sous nos yeux, à tous les échelons, non sous l'effet d'une poussée ouvrière mais d'une délégation du pouvoir à l'intérieur de la société capitaliste:

- au niveau de l'état: la forme institutionnelle de participation des syndicats se cherche mais n'est pas encore définie: Comité du plan, Conseil économique, comités des sages, comités d'expansion régionale, commissions spéciales pour régler certains problèmes aigus (mines par exemple) que l'on pourrait appeler commissions d'adaptation, organismes destinés à régler sur le plan national des sujets définis: sécurité sociale, caisses de retraite, fonds national d'emploi dont la gestion paritaire signifie toujours un partage de pouvoir entre syndicats et patronat pour régler des questions qui intéressent les seuls salariés (en passant notons que pour la gestion de ces organismes, il n'y a même pas la façade démocratique électorale. (Les minoritaires sont contre cette participation, mais il ne s'agit pas d'une position de principe, les uns assignant théoriquement au syndicat soit l'exercice du pouvoir, soit le rôle d'auxiliaire du parti dans l'exercice du pouvoir: ils sont donc aussi pour l'intégration).

- au niveau de l'entreprise: (ou de la profession dans le cas de sociétés nationales ayant un monopole d'état) les relations apparaissent déjà beaucoup plus précises : c'est là que les modèles sont les mieux définis ou les études les plus poussées:

- l'instrument: la section syndicale d'entreprise qui tend à être définie comme l'échelon de base "pour discipliner les travailleurs" dit Labi (secrétaire FO voir plus haut).
- le cadre réglementaire destiné à définir tous les rapports du travailleur avec la direction et le travail lui-même et à "arbitrer" tous les conflits: c'est l'accord d'entreprise.

Entre ces deux niveaux, c'est le syndicat intégré aux deux niveaux qui tend à être, non seulement l'élément de liaison, mais de discipline, c'est-à-dire d'exécution des décisions prises en haut lieu, de "régulation" en cas de réactions des travailleurs. Nous reviendrons sur ces sujets qui sont essentiels pour la compréhension des structures de la société capitaliste actuelle.

Revenons à Force Ouvrière:

Comme tout syndicat, ainsi que nous l'avons dit, cette organisation a deux insertions l'une politique qui détermine le niveau des rapports de dépendances avec le pouvoir politique, cela donne l'orientation du moment particulière à FO, l'autre sociale qui détermine, indépendamment du régime ou du gouvernement, le rôle réel du syndicat à l'égard du pouvoir social et des choix ^{au} niveau de l'entreprise que de l'état: nul doute qu'à n'importe quel niveau, le syndicat ne fait qu'entériner ces choix, qu'étudier les moyens d'adapter ses choix pour prévenir des réactions ouvrières ou pour calmer à tout prix celles qui ont pu naître malgré tout ce qui a pu être fait.

Ecoutez Bothereau:

"Nous devons collaborer avec le pouvoir sauf s'il n'y a plus de liberté syndicale. Mais nous ne devons pas prendre une place trop large" (Monde 20/II/63)

Et Bergeron lui fait écho dans son adresse au Congrès:

"Nous saurons déterminer la frontière... il faut planifier... condition de participation... que le plan conserve son caractère souple et indicatif..."

En d'autres termes, "nous participons, mais nous voulons à tout moment pouvoir sauver la face, vis à vis de "la base", bien entendu, exactement comme un député sauve toujours la face vis à vis de ses électeurs alors qu'il ne représente la plupart du temps que des intérêts capitalistes déterminés.

La place d'un syndicat dans notre société:

Ici FO n'est qu'un exemple, on pourrait prendre aussi bien la CFDT ou la CGT. Il y a des oublis, mais chacun peut compléter selon ses connaissances, les syndicats sont d'ailleurs peu soucieux de la publicité à donner pour toutes les places qu'ils occupent, encore moins de dire ce qu'ils y font: y a-t-il eu un compte rendu quelconque de ce qui a pu se dire au déjeuner de l'Elysée le 20 novembre entre De Gaulle Ehrard (chancelier allemand, chrétien démocrate), Veillon (secrétaire confédéral FO) Debré (UNR), Pleven (pro-américain) Fflinlin (MRP) et Villiers (CNPF) ?

Nous touchons d'ailleurs ici un des points essentiels de l'acceptation d'un membre de syndicat comme "interlocuteur valable" par le pouvoir que ce soit au niveau de l'entreprise ou à celui de l'état; cette règle du silence des discussions des décisions, est le corollaire nécessaire des décisions prises par une minorité dirigeant dans son propre intérêt et non dans celui des exécutants: on garde le silence

ou on déforme ce qui est inavouable. Un syndicaliste n'est un "bon" syndicaliste, à l'égard du patronat et du gouvernement que s'il accepte cette règle: le choix des dirigeants syndicaux se fait donc à la fois en fonction des fins propres de l'organisation mais aussi de l'appréciation des détenteurs du pouvoir social (I)

(on pourrait analyser en fonction de cela le sens du remplacement de Bothe-
reau par Bergeron).

La place de Force Ouvrière:

- I- Dans les organismes internationaux: C.E.C.A., ..
- II- Dans les organismes d'élaboration des décisions au niveau de l'Etat:
 - Conseil Economique: 13 membres de FO, dont Richard, vice-Président.
 - Conseil Supérieur du Plan: un membre de FO.
- III- Dans les organismes nationaux: (échelons intermédiaires)
 - conseils d'administration de monopoles nationaux: EDF, Charbonnages, Banque de France, etc...
 - conseils d'administrations d'organismes sociaux, régulateurs de la répartition de la plus-value, c'est-à-dire du maintien du taux de profit et des échelles hiérarchiques: sécurité sociale, caisses de retraites, caisses de chômage, Fonds National de l'emploi.
 - comités divers "d'aménagement", c'est-à-dire d'adaptation du capitalisme. ou bien d'arbitrage a posteriori: comités permanents (d'expansion régionale, paritaires professionnels de productivité professionnels) ou temporaires (comités de "sages").
- IV- Dans les entreprises:
 - conseils d'administration d'entreprises -(sociétés nationales autres que les monopoles, dont la liste est fort longue)
 - comités d'entreprise.

(Nous pourrions citer des noms, mais ce serait incomplet et, dans la mesure où nous connaîtrions toutes les "participations syndicales" il faudrait un véritable annuaire pour en parler).

(I) Dans l'usine où travaille un camarade le patron licencie pour transférer ses ateliers dans la Côte d'Or. Réaction des syndicats unanimes: "c'est dégoûtant, le patron aurait dû nous prévenir; nous ne comptons pas; s'il nous l'avait dit nous aurions gardé le secret."

oooooooooooo

En raison de la longueur du bulletin, nous reportons au prochain numéro notre chronique habituelle sur les Publications.